

INTERVENTION DE CLÔTURE par Laurent Davezies, Urbaniste.

Les échanges et les sujets abordés ce soir ont été foisonnants et devraient certainement se retrouver en filigrane dans les prochaines sessions du séminaire dont l'objectif sera d'organiser la réflexion en parvenant à articuler ses différentes problématiques.

A écouter ces échanges, deux approches apparaissent dans la salle.

La première sous-entend que les options sont déjà assez définies sur ce qu'il faudrait faire pour parer à la forme de métropolisation actuelle et laisse entendre qu'il n'y a donc plus qu'à faire.

La seconde approche voit cette première réunion comme une réunion d'ignorants. Elle constate un paradoxe entre la production de l'Ile-de-France et la grande pauvreté. Comment cela s'explique-t-il ? Comment se fait-il qu'en Ile-de-France qui a toujours été protégée du chômage dans les dernières décennies, on a aujourd'hui un chômage supérieur à la province, alors même que s'y trouve le plus beau marché de l'emploi européen pratiquement ?

On constate donc des mystères épais qu'on voudrait comprendre.

Et il me semble que ce qui nous unit ici ce soir, c'est un consensus sur le refus de la métropolisation telle qu'elle fonctionne aujourd'hui. Mais que veut-on ? La réponse risque d'être moins consensuelle.

Ce qui nous unit aussi, tous : citoyens, élus, experts - c'est une même envie de comprendre les phénomènes en cours, de discuter librement et de s'apprendre mutuellement.

Il me semble que c'est ce type de débat, orienté vers un « mieux-comprendre » les mécanismes à l'œuvre qui doit nous réunir dans le cadre de ce séminaire. Comment fonctionnent Paris et sa banlieue ? Comment fonctionne le marché de l'emploi ? Quel est le rapport avec les transports ? Pourquoi à Paris, contrairement à toutes les autres villes de France les transports collectifs sont plutôt pour les riches et la voiture pour les pauvres ?

Il faudra se poser la question de savoir ce qu'est cette métropole complexe dont l'évolution est inquiétante, parce que l'Ile-de-France a une responsabilité macroéconomique nationale : la façon dont fonctionne la France dépend totalement de la façon dont fonctionne l'Ile-de-France.

Je finirai sur un sujet qui n'a pas été évoqué aujourd'hui et qui n'a pas été abordé non plus à travers les trois axes de réflexion proposés dans le séminaire : les solidarités. Si un martien entre en scène et demande « que s'est-il passé depuis 30 ans ? », ce n'est pas la mondialisation le phénomène le plus important qu'il constatera mais plutôt la montée des régulations publiques, la montée des fonds publics. On est dans un pays où 54 % du PIB créé tous les ans se traduit en dépenses publiques et en dépenses de solidarité.

En quoi les systèmes de solidarité publics mais aussi privés fonctionnent ou ne fonctionnent pas ? En quoi aujourd'hui le curseur des mécanismes de ces solidarités pourrait être modifié ? Je crois que c'est quelque chose qu'il faut qu'on apprenne ensemble dans l'année qui vient. Voilà en quelques mots le sentiment absolument personnel et qui n'induit en rien l'organisation à venir de ce séminaire.